



**TITRE:** COMPTES RENDUS/RECENSIONI/RESEÑAS

**AUTEUR(S):** CÉCILE DESOUTTER (UNIVERSITÀ DI BERGAMO)

**REVUE:** *CIRCULA*, NUMÉRO 1, PAGES 235-239

**ISSN:** 2369-6761

**DIRECTEURS:** WIM REMYSEN ET SABINE SCHWARZE

**URI:** [HTTP://HDL.HANDLE.NET/11143/8039](http://hdl.handle.net/11143/8039)

# Comptes rendus/Recensioni/Reseñas

**Cyril Trimaille et Jean-Michel Éloy (dir.) (2013), *Idéologies linguistiques et discriminations*, Paris, L'Harmattan, coll. « Carnets d'atelier de sociolinguistique, 6 », 268 p. [ISBN : 978-2-336-29083-6]**

Cécile Desoutter (Università di Bergamo)  
cecile . desoutter @ unibg . it

Le numéro 6 des *Carnets d'Atelier de Sociolinguistique* (2013), coordonné par Cyril Trimaille (Université Stendhal-Grenoble 3) et Jean-Michel Éloy (Université de Picardie Jules Verne), propose une réflexion autour du thème complexe des idéologies linguistiques. Il réunit les contributions de chercheurs et chercheuses invités dans le cadre d'un atelier du colloque du Réseau francophone de sociolinguistique (Rennes, 16-18 juin 2009), à appréhender les idéologies linguistiques en les reliant aux phénomènes de discrimination. Les intervenants devaient ainsi s'interroger sur le rôle possible des idéologies linguistiques dans le développement des discriminations ; sur l'éventuelle place de ces dernières dans la définition des idéologies linguistiques ; sur la possibilité d'absence d'idéologie dans les regards sur les langues. Les contributions (au nombre de 11 plus l'introduction) tentent de répondre théoriquement et empiriquement à ces interrogations.

Compte tenu de la portée référentielle particulièrement vaste des notions objet du volume, Cyril Trimaille et Jean-Michel Éloy s'attachent dans leur introduction particulièrement étayée (p. 9-23) à circonscrire le terrain. Ils replacent ainsi l'étymologie du terme *idéologie* dans son contexte du 18<sup>e</sup> siècle où il désigne une discipline, la Science des idées, en rupture avec la métaphysique, mais qui va se charger progressivement d'une connotation péjorative, en partie suite aux critiques de Napoléon Bonaparte. Au 20<sup>e</sup> siècle, le terme *idéologie* finit par désigner l'ensemble des idées, des croyances et des doctrines propres à une époque, une société ou une classe (*Petit Robert*). Il devient ainsi un objet d'études transversal qui intéresse de nombreuses disciplines des sciences humaines et sociales, dont la sociolinguistique et l'analyse du discours. Trimaille et Éloy relèvent qu'en sociolinguistique francophone, la notion d'idéologie appliquée à des objets linguistiques ou langagiers ne renvoie pas à un corps théorique clairement balisé et qu'elle entre en concurrence avec des notions/concepts proches comme les représentations sociales ou l'Imaginaire linguistique. Ceci étant, ils notent un relatif consensus sur le fait que les idéologies linguistiques sont une sorte d'interface entre le langage, les langues (et leurs conceptions) et la société dans ses multiples dimensions institutionnelles ou non. Tenant donc en compte le fait qu'elles ne s'arrêtent pas au linguistique au sens strict mais touchent des objets divers, ils suggèrent de revoir la désignation du domaine en utilisant l'expression *Idéologies du langage, des langues et de la communication* (ILLC). Cet aspect est repris et approfondi

à la fin de l'ouvrage dans la riche contribution de James Costa, Patricia Lambert et Cyril Trimaille (p. 247-266) qui testent avec succès, dans un contexte scolaire francophone, le modèle d'analyse de la construction idéologique de la différence proposé par Susan Gal et Judith T. Irvine (1995). Les auteurs en concluent qu'il est nécessaire de distinguer les idéologies *linguistiques* des idéologies *langagières*, les premières tenant compte des langues et variétés linguistiques, les deuxièmes étant liées aux pratiques langagières et communicatives dans le cadre des discours. D'où leur suggestion de parler d'*identités linguistiques et langagières* (ILL). Les contributeurs ajoutent que ces deux catégories renvoient à des idéologies englobantes qui permettent la constitution de groupes particuliers et de distinction entre les groupes. Toujours dans ce chapitre conclusif, Costa *et al.* reviennent sur la question de la concurrence – ou articulation – signalée dans l'introduction, entre la notion d'idéologies et celle de représentations sociales. Reprenant Lipiansky (1991), les trois chercheurs mettent bien en évidence qu'elles ont toutes deux des fonctions cognitives, axiologiques et conatives mais qu'elles se distinguent en particulier par le fait qu'il s'agit de types de cognition de portées différentes. Ainsi, si les représentations sociales ont une fonction d'organisation et de maîtrise de l'environnement en tant qu'univers de connaissance (niveau micro), les idéologies en revanche combinent information et valeur et, dans une visée plus globalisante, cherchent à faire reconnaître l'ordre social qu'elles confortent comme légitime et naturel (niveau macro). Dans ce sens, Costa *et al.*, tout en étant conscients que les concepts se recoupent partiellement, retiennent néanmoins opératoire de conserver la distinction entre représentations sociales et idéologies pour rendre compte de différents niveaux d'organisation en discours et en interaction.

La deuxième notion en débat, celle de discrimination, pose pour sa part la question du marquage et des frontières, puisque toute opération de différenciation implique des processus de catégorisation. Dans l'introduction, Trimaille et Éloy rappellent que l'étymologie du terme – apparenté à *discerner* et *cribler* – suggère une distinction, un jugement d'appartenance ou non à un groupe. C'est toutefois dans la contribution de Médéric Gasquet-Cyrus, « La discrimination à l'accent en France : idéologies, discours et pratiques » (p. 227-246) que la notion est approfondie à partir de l'analyse des discriminations ou stigmatisations de l'accent régional en France. Le chercheur de l'Université de Provence, avant d'illustrer par de nombreux exemples comment l'accent régional peut connoter négativement le statut social d'un locuteur, distingue la discrimination de la stigmatisation, en notant que *discriminer* revient à séparer, mettre à part, tandis que *stigmatiser* revient à marquer (les stigmates) quelqu'un afin d'exhiber sa différence et de lui imposer un traitement négatif. Cette distinction permet à l'auteur de relever le fait que, sans qu'il y ait nécessairement stigmatisation avérée, de nombreux locuteurs méridionaux subissent des actes de discrimination indirecte en raison de leur accent qui est considéré comme écart, voire déviance par rapport à une norme.

Compte tenu de ce qui précède, les contributions présentées dans l'ouvrage abordent la question du lien entre ILL et discriminations sur des terrains la plupart du temps plurilingues. Une grande partie d'entre elles ont pour cadre le système éducatif, ce qui tend à montrer, outre le fait qu'il s'agit d'un terrain d'étude privilégié des chercheurs, que les ILL y sont très prégnantes malgré la vocation

intégratrice de l'école et du système éducatif en général. Toutes s'appuient sur des matériaux empiriques, issus d'observations directes ou indirectes, pour chercher à saisir les discriminations aux plans discursif, factuel ou performatif. On relève d'emblée cette dimension performative dans les discours de signalement d'enfants en danger analysés par Frédéric Pugnière-Saavedra, « La langue comme dynamique d'insertion scolaire et sociale » (p. 25-45). En faisant un relevé des pratiques langagières stigmatisées dans les dossiers de signalement produits par les travailleurs sociaux, l'auteur montre comment celles-ci constituent des marqueurs empreints de considérations idéologiques qui, ajoutés à d'autres données, contribuent à déclencher la procédure administrative de signalement et peuvent peser dans la décision prise par le juge sur l'avenir de l'enfant.

Les discours concernant l'enseignement des langues régionales ou minoritaires à la crèche ou à l'école primaire font l'objet de trois contributions qui évoquent entre autres les idéologies sous-tendues par les discours de réhabilitation de ces langues et les difficultés dans la mise en place des programmes. Dans « La fin d'une école monolingue ? Décolonisation, idéologies linguistiques et réforme de l'enseignement : le cas de la Nouvelle-Calédonie contemporaine » (p. 209-226), Véronique Fillol et Marie Salaün présentent la situation de l'enseignement en Nouvelle Calédonie où traditionnellement le système scolaire a conforté le français comme seule langue de scolarisation et est resté pour partie inaccessible aux Océaniens, alors que ces derniers représentent la majorité de la population scolaire. Aujourd'hui, dans le cadre du processus d'indépendance du Territoire en cours et du transfert de compétences de l'Etat aux instances locales, les nouveaux programmes scolaires locaux (2006) prévoient le passage d'une école monolingue à une école plurilingue dans laquelle, à côté du français, les langues kanak sont introduites comme langues enseignées et d'enseignement. Or, les diverses enquêtes menées par les auteures de la contribution révèlent que la mise en œuvre de cette réforme se heurte à des idéologies linguistiques contre le plurilinguisme qui restent très fortes tant dans l'école que dans la société néo-calédonienne. Les chercheuses estiment dès lors qu'il est indispensable de s'interroger sur les conditions dans lesquelles l'enseignement des langues-cultures autochtones peuvent favoriser les apprentissages et elles précisent que ces conditions renvoient à la fois à des pratiques (langues parlées à la maison, stratégies didactiques de l'enseignant, etc.) et à des représentations (complémentarité entre langue française/langue d'origine ?). L'article de Sébastien Quenot, « Orientation, interculturalité et équité dans l'enseignement bilingue français-corse » (p. 85-108) pose pour sa part la question du devenir de l'enseignement facultatif du corse à l'école primaire et analyse les principaux obstacles à sa diffusion équitable auprès du public scolaire originaire ou non de l'île. Parmi ceux-ci, il note en particulier le risque que l'offre facultative d'un enseignement bilingue amène à une filiarisation précoce ayant pour effet de reproduire les identités communautaires initiales et de distendre les liens sociaux entre les enfants des différentes communautés. Toujours à propos du corse, Alexandra Jaffé, dans « Idéologies linguistiques, pratiques éducationnelles et positionnement sociolinguistiques » (p. 149-168), montre que les idéologies linguistiques voient le jour, se développent et se modifient dans des actes de positionnement (ou *stance*), concept qu'elle a contribué à forger et définir dans le champ de l'anthropologie linguistique. Elle trace le lien entre *stance* et *idéologie(s)* à partir du discours d'une directrice de crèche bilingue en Corse. Jaffé met ainsi

en évidence les significations associées à la langue dans le discours de la directrice et les idéologies sous-tendues.

Encore au sujet de la transmission des langues, dans « De quelques différences dans les pratiques langagières de migrants en France et en Angleterre : un effet des idéologies dominantes ? » (p. 187-207), Jeanne Goanac'h se demande si les pays dans lesquels s'installent les migrants ont un effet sur la vitalité de la langue d'origine et la compétence de la langue du pays d'installation. Elle analyse ainsi les pratiques linguistiques de jeunes bilingues issus de l'immigration turque en France et en Angleterre en les comparant à celles de monolingues. Il ressort de ses observations que la pratique de la langue d'origine (turc) et la compétence dans la langue d'accueil (français ou anglais) ne sont pas sans lien avec l'idéologie linguistique des pays d'accueil : l'idéologie anglaise qui vise la reproduction des spécificités engendre de la différence aussi au niveau linguistique entre les natifs d'Angleterre et les minorités ethnolinguistiques, alors que l'idéologie française qui tend à nier les spécificités propres à chaque groupe ne produit pas de telles différences. La contribution de Luc Biichlé, « Le parcours d'une invisible par procuration » (p. 47-58), porte également sur un parcours d'intégration, cette fois celui d'une migrante en France, à partir de la biographie langagière rapportée par sa fille. Au-delà des faits, le témoignage passé par le filtre de la fille montre bien que, contrairement à la représentation courante qui veut que l'apprentissage de la langue du pays d'accueil soit « le » vecteur de l'intégration, le processus intégrationnel repose également sur d'autres éléments que les seules capacités linguistiques du ou de la migrant(e). C'est également aux processus d'intégration que s'intéresse Jeanne Meyer dans « Idéologie linguistique punitive ou comment le multilinguisme d'un locuteur francophone peut conduire à une discrimination langagière des migrants à Rennes » (p. 107-128). La contribution tend à montrer que l'idéologie « multilingue = français + anglais = vecteur d'intégration réussie » est véhiculée par des migrants, eux-mêmes plurilingues, mais locuteurs d'autres langues. Or, selon l'auteure, cette idéologie serait punitive en rendant relativement invisibles la plupart des langues de migration et ralentirait les efforts mis en place pour promouvoir d'autres formes de multilinguisme.

Deux contributions, très différentes l'une de l'autre, concernent la situation linguistique à Montréal. Dans la première, « L'idéologie hétéroglossique et l'identité dialogique » (p. 59-84), Kathleen C. Riley présente une enquête ethnographique menée à Montréal auprès de jeunes plurilingues (français, anglais et souvent une troisième langue). Elle relève que les locuteurs observés changent de code pour des raisons ludiques ou pragmatiques en transmettant des significations dialogiques et discursives. Elle interprète les pratiques langagières hybrides de ces jeunes comme le signe d'une nouvelle idéologie linguistique « hétéroglossique », qui s'éloigne de l'idéologie linguistique construite par leurs parents qui était marquée par un idéal d'homogénéité de l'identité. L'autre contribution relative au contexte montréalais provient de Elke Laur, « "Those who work in the bush" ou l'effet des lunettes idéolinguistiques utilisées dans une recherche qui a fait école » (p. 130-149). Il s'agit d'une réflexion sur les représentations des linguistes eux-mêmes, comme on aimerait en lire plus souvent. Elke Laure s'interroge en effet sur l'impact de la méthodologie et de la perspective du chercheur dans

les études sur les représentations linguistiques. Pour ce faire, elle prend pour exemple l'étude sur la perception du français et de l'anglais à Montréal (« Evaluational Reactions to Spoken Languages ») menée par Lambert *et al.* en 1960 et encore citée dans de nombreuses recherches. L'originalité de cette étude résidait alors dans le recours à la méthode du locuteur masqué, qui permet d'accéder de façon indirecte aux perceptions linguistiques d'un groupe d'individus, en lui faisant écouter des voix enregistrées qu'il doit ensuite associer à des traits de caractères présentés sur une échelle différentielle. Le groupe ignorait cependant que les voix correspondaient à celles de locuteurs bilingues alternant le français et l'anglais. De cette façon, il était possible de déduire que l'évaluation différente des voix en anglais et en français d'un locuteur ne pouvait être due qu'à la langue utilisée et non à la personnalité du locuteur puisqu'il s'agissait de la même personne. Or, Elke Laur démontre que les résultats, qui tendaient à évaluer de façon plus positive les locuteurs anglophones que les francophones, étaient en fait totalement biaisés par plusieurs éléments tenant entre autres à la méthodologie et aux catégorisations marquées idéologiquement des chercheurs. Elle en conclut que si les résultats problématiques et fallacieux de l'étude pouvaient apparaître à l'époque comme une série de maladroites, à l'heure actuelle le fait de les perpétuer correspond en revanche à une dérive déontologique et politico-linguistique.

Enfin, dans un autre article réflexif sur les idéologies linguistiques véhiculées par l'enseignant-chercheur, « Du gravier ou du savon dans la bouche » (p. 169-186), Sara Greaves et Marie-Laure Schultze s'interrogent sur leur propre rapport au monde en tant qu'enseignantes de littérature anglaise. Elles questionnent ce qui apparaît comme des évidences idéologiques du métier et dénoncent le décalage entre le niveau de langue attendu à l'université et celui maîtrisé par les étudiants qui entraîne par la force des choses des situations de discrimination. Face à cette situation, elles promeuvent le rôle des ateliers d'écriture comme lieu d'hospitalité inconditionnelle, dans lequel peuvent entrer tous les possibles linguistiques, les bien comme les mal formés sans crainte de jugement.

Cette sixième livraison des *Carnets d'Atelier de Sociolinguistique*, qui mêle des contributions de jeunes chercheurs et de chercheurs confirmés, présente en somme l'intérêt d'aborder par maintes entrées et approches méthodologiques la réflexion sur le lien entre idéologies linguistiques et discriminations. Nous ne doutons pas qu'elle pourra intéresser à la fois pour son apport théorique sur la question et pour la diversité, et parfois l'originalité, des analyses présentées.

## Références

Gal, Susan et Judith T. Irvine (1995), « The boundaries of languages and disciplines : how ideologies construct difference », *Social Research*, vol. 62, n° 4, p. 967-1001.

Lipiansky, Edmond Marc (1991), « Représentations sociales et idéologies : analyse conceptuelle », dans Verena Aebischer, Jean-Pierre Deconchy et Edmond Marc Lipiansky (dir.), *Idéologies et représentations sociales*, Fribourg, Delval, p. 35-63.

Lambert, Wallace E., Richard C. Hodgson, Robert C. Gardner et Stanley Fillenbaum (1960), « Evaluational reactions to spoken language », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, n° 60, p. 44-51.